

L'analyse des classes sociales dans la sociologie canadienne de langue anglaise (1895-1965)

Richard Helmes-Hayes

Number 39, 2003

La sociologie canadienne anglophone

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1002375ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1002375ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (print)

1923-5771 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Helmes-Hayes, R. (2003). L'analyse des classes sociales dans la sociologie canadienne de langue anglaise (1895-1965). *Cahiers de recherche sociologique*, (39), 15–53. <https://doi.org/10.7202/1002375ar>

Article abstract

It is widely believed that Canadian sociologists generally ignored the study of social class prior to the publication of *The Vertical Mosaic* in 1965. This conception is false. There were several sociologists who, between 1895 and 1965, made contributions to the study of social class in Canadian sociology. The paper examines three traditions of 'class' analysis:

1. the «social democratic» tradition, represented by the work of radical social gospellers and Fabians (the League for Social Reconstruction);
2. the «Marxist» tradition, made up of two sub-groups: a) journalists and working class activists who worked outside the academy and b) university-based scholars;
3. the «liberal» tradition.

L'analyse des classes sociales dans la sociologie canadienne de langue anglaise (1895-1965)¹

Richard HELMES-HAYES

Il fait partie du folklore de la sociologie canadienne que — quelques belles exceptions mises à part — les sociologues canadiens ignoraient tout de l'étude des classes sociales avant la publication du livre de John Porter, *The Vertical Mosaic*, en 1965². Dans les pages qui suivent, je voudrais montrer qu'une pareille vue est fausse. Entre 1895 et 1965, plusieurs sociologues (quelques-uns travaillant en dehors des murs des universités) ont contribué à l'étude des classes sociales³.

-
1. J'aimerais remercier J. Curtis et J.-P. Warren pour leurs commentaires sur l'ébauche de cet article. Veuillez noter que tout au long de cet essai, à moins que ce ne soit autrement spécifié, lorsque j'utilise les termes «sociologie canadienne», j'entends par là la sociologie canadienne de langue anglaise. Afin d'alléger le texte, l'éditeur m'a demandé de bien vouloir indiquer seulement un nombre minimal de références. La traduction de ce texte a été assurée par Michel Lavoie et Jean-Philippe Warren.
 2. Jusqu'à la fin des années 1970, plusieurs critiques du développement de la sociologie canadienne-anglaise, incluant ceux qui se penchaient sur les intérêts ou les spécialités des sociologues, soit ne mentionnaient les concepts de classe sociale et de stratification qu'en passant soit les ignoraient complètement.
 3. Aux États-Unis, C. Page, *Class and American Sociology*, New York, Schocken, 1969 [1940]) et M. Gordon *Social Class in American Sociology*, Durham, Duke University Press, 1958, ont écrit des ouvrages entiers donnant une vue d'ensemble sur le développement de l'étude des classes dans la sociologie américaine. Il n'existe pas de traitement équivalent dans la sociologie canadienne. De la même manière, il n'existe pas d'étude exhaustive montrant une vue d'ensemble du développement de la sociologie canadienne. Quelques sources utiles concernant la sociologie canadienne-anglaise sont de D. Forcese et S. Richer, «Social Issues and Sociology in Canada», dans D. Forcese et S. Richer (dir.), *Canadian Society*, Scarborough, Prentice-Hall, 1975, p. 449-466; H. Hiller, «Paradigmatic Shifts, Indigenization, and the Development of Sociology in Canada», *Journal of the History of the Behavioral Sciences*, vol. 16, 1980, p. 263-274, et *Society and Change*, Toronto, Toronto University Press, 1982; R. Helmes-Hayes, «Images of Inequality: Class in Early

Cet essai passera d'abord en revue les publications des adeptes du «social gospel» protestant à la fin du XIX^e siècle. Il se clôturera sur une vue d'ensemble de *The Vertical Mosaic*. En règle générale, les publications que j'analyserai dans les pages de cet essai s'insèrent dans l'une des trois traditions d'analyse suivantes:

- 1) la tradition «social-démocrate», représentée par les travaux des «social gossellers» radicaux, tel James S. Woodsworth⁴ et ceux de la League for Social Reconstruction;
- 2) la tradition «marxiste», divisée en deux groupes, à savoir le groupe des journalistes et des militants ouvriers, tel Gustavus Myers⁵, et le groupe des universitaires, tel H. Clare Pentland⁶;
- 3) la tradition «libérale», représentée par des universitaires comme Carl Dawson, Everett Hughes et S. D. Clark⁷.

L'analyse que l'on retrouve dans cet essai se divise en trois périodes. La première partie couvre les années 1895-1925. La plupart de ceux qui contribuèrent à l'étude des classes sociales avant 1925 n'étaient pas des sociologues patentés ou des spécialistes. Ils n'occupaient aucune position universitaire. Habituellement, c'était des «social gossellers» ou des marxistes.

La deuxième partie couvre la période entre 1925 et 1964. Pendant ces années, la sociologie s'est progressivement déplacée vers les institutions d'enseignement supérieur et a commencé à assumer une forme universitaire et professionnelle. Dans cette deuxième partie, j'examinerai deux types de travaux:

Canadian Sociology, 1922-1965», Thèse de doctorat, Université de Toronto, 1985; R. Brym avec B. Fox, *From Culture to Power*, Toronto, Oxford University Press, 1989; W. Carroll et L. Christiansen-Ruffman, R. Currie et D. Harrison (dir.), *Fragile Truths*, Ottawa, Carleton University Press, 1992.

4. J. S. Woodsworth, (*My Neighbour*, Toronto, University of Toronto University Press Press, 1972 [orig. 1911], et ceux de la League for Social Reconstruction, *Social Planning for Canada*, Toronto, Toronto University Press, 1935.
5. G. Myers, *A History of Canadian Wealth*, vol. 1, Toronto, Lorimer, 1975 [orig. 1914]).
6. H. Clare Pentland, *Labour and Capital in Canada, 1650-1860*, Toronto, Toronto University Press, 1981, [orig. 1960].
7. C. Dawson, [avec la collaboration de R. W. Murchie], *The Settlement of the Peace River Country*, Toronto, Macmillan, 1934; Everett Hughes, *French Canada in Transition*, Chicago, University of Chicago Press, 1943 et S. D. Clark, *The Developing Canadian Community*, Toronto, Toronto University Press, 1968.

- 1) les écrits de trois sociologues reconnus, à savoir Dawson, Hughes et Clark, lesquels développèrent une approche «libérale» diversifiée de l'étude des classes sociales;
- 2) un ouvrage intitulé *Canadians In and Out of Work*, écrit par un «social-démocrate», Leonard Marsh.

La troisième partie ne couvre pas une période mais s'attarde à l'analyse d'un livre exceptionnel, *The Vertical Mosaic*, non pas parce que ce livre constitue l'unique réalisation de la sociologie canadienne dans ce champ de recherche — en effet, je rends compte en conclusion de plusieurs développements dans le domaine — mais bien plutôt parce qu'il représente en quelque sorte la fin de la «préhistoire» de l'analyse des classes sociales. La publication de *The Vertical Mosaic* signale, sans ambiguïté, pour la sociologie moderne canadienne, l'émergence de l'étude des classes sociales et de la stratification sociale en tant que champ de recherche axial à la fois hautement spécialisé et complexe. *The Vertical Mosaic* a eu un impact instantané et profond sur l'étude canadienne des classes sociales. Presque immédiatement, et pendant une décennie et demie, l'étude de l'inégalité de classes est devenue *primus inter pares* parmi toutes les spécialisations en sociologie — une place qu'elle n'a pas abandonnée jusqu'à aujourd'hui, en dépit de l'importance croissante, comme sujets d'analyse, du genre et de l'ethnicité⁸.

En conclusion, je souligne quelques-uns des développements clés ayant modifié l'étude des classes et de la stratification pendant la période de quinze ans qui suivit la publication de *The Vertical Mosaic*.

Une précision avant de commencer. Je ne tenterai pas ici de déterminer ce qui constitue réellement une analyse des classes (c'est-à-dire de trancher entre une «bonne» et une «mauvaise» approche, qu'elle repose sur le marxisme, la stratification ou qu'elle soit inspirée de l'économie politique). Au contraire, pour les besoins de cet article, pour des raisons purement historiques, j'ai décidé d'être aussi inclusif que possible. La plupart des

8. *The Vertical Mosaic* n'a jamais été publié en français et n'a pas eu le même impact au Canada français, et ce, en dépit du fait que, au moment de sa publication, cet ouvrage a été bien reçu par les sociologies de langue française (voir par exemple G. Fortin, «Compte Rendu», *Recherches sociographiques*, vol. 6, n° 2, 1965, p. 220-222 et J. Dofny, «Book Review», *Political Science Quarterly*, vol. 82, n° 4, 1967, p. 654-656. Porter et Toronto University Press caressèrent le projet d'une parution de *The Vertical Mosaic* aux Éditions Plon, mais ce projet ne se réalisa jamais. Les Archives nationales du Canada, John Porter papers, vol. 9, n° 4; R. M. Schoeffel à Porter, 23 novembre 1965.

sociologues, avant 1965, abordaient la question des classes sociales d'une manière beaucoup moins subtile que nous le faisons aujourd'hui. Qui plus est, ils utilisaient des théories et des méthodes très différentes de celles qui sont maintenant employées dans les approches de la stratification, du marxisme ou de l'économie politique. Mais n'est-ce pas justement ce que cet article entend démontrer? À savoir que, en dépit du fait que les travaux des sociologues «des origines» s'éloignent fortement de ce que nous appelons aujourd'hui une analyse de classes, ces sociologues n'en abordaient pas moins la question des classes sociales. Leur théorisation de ce thème, aussi hétérodoxe et surprenante qu'elle soit, ne peut être jugée à partir des canons modernes; elle doit, au contraire, être reconnue comme faisant partie intégrante de l'histoire de la discipline sociologique.

1. 1895-1925: le «social gospel» et autres mouvements de réformes

Quand vient le temps de juger qui devrait être inclus parmi les «sociologues» au début du siècle, il est difficile de s'entendre sur un critère rigoureux. Je me permets de rappeler que la majeure partie des sociologues canadiens-anglais, comme ce fut le cas en Europe, furent, avant 1925, des intellectuels et des citoyens vigilants, lesquels n'occupaient pas de poste universitaire et ne se concevaient pas toujours eux-mêmes comme faisant partie de la famille des «sociologues». Je me permets aussi de rappeler que, avant les années 1960, et en particulier avant 1925, la sociologie, en tant que discipline universitaire, était non seulement nébuleusement organisée, mais possédait une autonomie très relative par rapport à d'autres disciplines.

Le «social Gospel» et les classes sociales

Avec les vagues d'immigration massive, la colonisation des prairies, l'urbanisation et l'industrialisation, qui ont été des particularités remarquables du pays, plusieurs mouvements de réforme sociale sont apparus à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. Le «social gospel» est l'un de ces mouvements. Il occupe une place privilégiée dans le développement de la sociologie canadienne-anglaise. L'ouvrage classique du «Social Gospel» au Canada est celui de Richard Allen⁹, publié en 1971. Cependant, Allen n'a pas porté une grande attention au lien entre le «Social Gospel» et la sociologie. Le traitement canadien le plus précoce de ce sujet est celui

9. R. Allen, *The Social Passion*, Toronto, Toronto University Press, 1971.

développé dans l'article de Douglas Campbell¹⁰, lequel se fondait sur l'ouvrage pionnier du sociologue américain J. Grahame Morgan qui traitait du rapport de la «Social Gospel» et de la sociologie aux États-Unis. Des travaux plus récents sur l'Église protestante au Canada¹¹ par Ramsay Cook, David Marshall, Nancy Christie et Michael Gauvreau éclairent plus avant la relation.

Les origines du mouvement du «social gospel» ne sont pas canadiennes¹², mais elles remontent indirectement, par-delà les États-Unis, à l'Europe (Allemagne et Angleterre). Le révérend Salem Bland du United College de Winnipeg est sans doute le principal théoricien du «social gospel» au Canada. Il écrivit en 1920 ce qui est considéré comme la «bible» du mouvement, *The New Christianity*¹³. Quoique «l'essence» du «social gospel» soit difficile à saisir, ce mouvement peut être décrit, en termes généraux, comme une tentative pour, d'une part, éloigner la théologie et la pastorale protestantes d'une moralité toute personnelle, du salut individuel et de la vie dans l'au-delà (soit un évangile *personnel*), et, d'autre part, l'orienter vers l'idée d'un salut social et collectif qui se réaliserait à travers des changements sociaux *hic et nunc* (soit un évangile *social* — d'où le nom «social gospel»).

En opérant une conversion à l'idée, alors radicale, que la régénération sociale précédait le salut individuel — combiné aux tensions sur maintes doctrines progressives de changement social — le «social gospel» pavait la voie au développement institutionnel de la sociologie. En effet, selon Cook, en adoptant cette théologie et en l'appliquant au système de tutorat, les partisans du «social gospel» firent passer le protestantisme d'une religion à une sociologie. À l'évidence, la sociologie dont ils défendaient, au tournant du XX^e siècle, la place et le rôle ne ressemblait pas à celle avec laquelle nous sommes maintenant familiers. Le terme renvoyait alors à quelque description empirique ou statistique de phénomènes sociaux (souvent un problème social), description qui était liée assez directement à un programme politique, économique ou social de réformes chrétiennes

10. D. Campbell, «Social Reform, the Social Gospel, and the Rise of Sociology in Canada, dans D. Campbell, *Beginnings*, Port Credit, Scribblers' Press, 1983, p. 7-52.

11. R. Cook, *The Regenerators*, Toronto, Toronto University Press, 1985; David Marshall, *Secularizing the Faith*, Toronto, Toronto University Press, 1992; N. Christie et M. Gauvreau, *A Full-Orbed Christianity*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1996.

12. R. Allen, *op. Cit.*, 1971, p. 8-9.

13. S. Bland (révérend), *The New Christianity*, Toronto, Toronto University Press, 1973 [orig. 1920].

normatives: ce qu'on pourrait appeler une «sociologie du salut». À une époque de plus en plus sensible aux prétentions de la science, les «social gossellers» en vinrent à concevoir la sociologie comme une science empirique et morale de la société; elle semblait pouvoir à la fois offrir un diagnostic précis des maux de la société et prescrire une liste de traitements capables de guérir le «corps social». «Une sociologie parfaite et parfaitement appliquée, disait-on, serait à même de réaliser le Royaume de Dieu sur Terre¹⁴.»

Mais, comme il fallait s'y attendre, il y avait des nids de poule sur la route menant au paradis. Quoique tous les «social gossellers» s'entendaient pour dire que quelque chose devait être fait pour mettre un terme aux taudis, aux conditions de travail déplorables et à «l'immoralité» du capitalisme industriel et de la vie urbaine, ils ne pouvaient s'entendre sur la nature ni la profondeur du changement social nécessaire. En conséquence, les partisans du «social gospel» se divisèrent en trois branches: une branche radicale, une branche libérale et une branche conservatrice. Si les «social gossellers» radicaux puisèrent leur sagesse dans le «socialisme chrétien» de Woodsworth, la plupart des «social gossellers» n'étaient pas aussi critiques du capitalisme ni si interventionnistes. Préférant une amélioration interne au système, ils penchaient vers l'humanisme chrétien du «social gospel» libéral proposé par Mackenzie King¹⁵ ou vers un «social gospel» conservateur mièvrément réformiste, par exemple celui mis de l'avant par Herbert Brown Ames¹⁶.

Ceux qui partageaient une conception «social gospel» de la sociologie se divisaient en deux groupes:

- 1) des professeurs de théologie enseignant dans les collèges confessionnels;
- 2) des activistes militant en dehors du milieu universitaire.

Le premier groupe réussit à mettre la nouvelle discipline au programme des universités canadiennes. Épisodiquement, entre 1895 et

14. Archives de l'Église Unie, fonds S. D. Chown, 11, dossier 51, «Relations of Sociology to the Kingdom of Heaven», cité dans R. Cook, *op. cit.*, p. 195.

15. W. Mackenzie King, *Industry and Humanity*, Toronto, Toronto University Press, 1973, [orig. 1918].

16. H. Brown Ames, *The City Below the Hill*, Toronto, Toronto University Press, 1973, [orig. 1897].

1925, environ vingt professeurs, partisans du «social gospel», offraient des cours en sociologie, et ce, dans une douzaine d'universités canadiennes. Les premiers cours arboraient les titres «sociologie chrétienne», «pathologie sociale», «théologie pratique» et «problèmes ouvriers». Les professeurs faisaient prendre conscience aux étudiants des liens entre problèmes sociaux et problèmes de classes; ils contribuèrent fortement aussi à la progressive reconnaissance universitaire de la discipline. Mais peut-être les «social gospellers» qui travaillaient à l'extérieur du monde universitaire contribuèrent encore davantage à cette reconnaissance, puisque ce fut ce groupe qui entreprit des projets de recherche empirique d'envergure, souvent avec le parrainage de l'Église. L'étude typique était une enquête sociale sur, par exemple, les conditions de logement ou le chômage, menée dans le but d'encourager les gouvernements à modifier les lois et les pratiques qui entravaient la réalisation du Royaume de Dieu sur Terre. Par exemple, un rapport, publié conjointement, en 1913-1914, par les Églises méthodiste et presbytérienne, synthétisait les résultats de plusieurs enquêtes urbaines et rurales qui avaient été entreprises par les révérends J. S. Woodsworth, Bryce Stewart et W. A. Riddell¹⁷.

Woodsworth, le plus célèbre du groupe, est connu aussi pour ses ouvrages *Strangers Within Our Gates* et *My Neighbor*¹⁸. Pris ensemble, ces deux livres exposaient, dans un «style sociologique», les conditions de vie exécrables des classes populaires (formées en général par les groupes immigrants) de Winnipeg et d'autres grandes villes nord-américaines. Quoique ni l'un ni l'autre ne soit basé sur une recherche originale et qu'ils se contentaient d'offrir une sorte de montage fait de coupures de journaux, de rapports statistiques officiels, de témoignages de travailleurs sociaux et de bénévoles rattachés aux Églises ainsi que d'observations personnelles, les deux présentent un exposé assez convaincant. Non seulement fournissent-ils une description empirique de la vie dans les taudis et les manufactures, mais ils soulignent aussi les coûts moraux et sociaux qui sont encourus quand les besoins des pauvres et des chômeurs ne sont pas pris en compte. Woodsworth savait que les difficultés auxquelles les pauvres et des chômeurs faisaient face étaient extrêmes. Il savait aussi que la philanthropie, même la mieux intentionnée, ne serait jamais suffisante.

17. Voir R. Allen, *op. cit.*, p. 12-13; D. Campbell, «Social Reform...», *op. cit.*, p. 21 et D. Campbell, «Riddell, Prince and Baldwin: The Columbia School of Sociology in Canada», dans D. Campbell, *op. cit.*, p. 56-62.

18. J. S. Woodsworth, *Strangers Within Our Gates*, Toronto, Toronto University Press, 1972 [orig. 1909] et *My Neighbor*, *op. cit.*

Les problèmes sociaux pourraient seulement être résolus grâce à la convergence d'un service social organisé, scientifique et compatissant, d'une planification urbaine visionnaire, d'une étatisation de certains services municipaux clés, de la mise sur pied d'une assurance-chômage et de pensions de vieillesse administrées par l'État, et d'une réorganisation substantielle du capitalisme industriel sur la base d'un «socialisme chrétien». Selon Mariana Valverde, auteure de *The Age of Light, Soap and Water*, le deuxième ouvrage de Woodsworth, *My Neighbor*, se voulait, explicitement, une contribution à la science sociologique. Il a été spécifiquement écrit, dit-elle, pour servir de «manuel de sociologie urbaine» et s'insérer dans une «série de manuels apostoliques de l'Église méthodiste» publiés au début du XX^e siècle. *My Neighbor*, écrit-elle, a été utilisé par des groupes de jeunes et des sociétés apostoliques à travers tout le pays. Il «fut probablement lu avec plus d'attention et par plus de gens que n'importe quel autre manuel canadien de sociologie urbaine depuis¹⁹».

The City Below the Hill, signé par Herbert Brown Ames, était un ouvrage différent et par son style et par son message. Comme Woodsworth, Ames n'avait ni un diplôme ni un cœur de sociologue; comme lui, il n'enseigna jamais à l'université. Néanmoins, comme Woodsworth, quand il s'agissait de débattre des problèmes de son temps, il n'hésitait pas à tremper sa plume dans un encrier sociologique. Entrepreneur prospère de Montréal et politicien, Ames était devenu un adversaire farouche de la corruption municipale et du patronage dans sa ville natale. Confondu par le grand nombre d'ouvriers montréalais vivant dans des conditions misérables, il acquit un intérêt particulier pour la «question du logement» et devint le partisan d'une réforme politique basée sur une meilleure planification urbaine. Contrairement à Woodsworth, cependant, il entreprit des recherches empiriques originales dans le but de faire avancer sa cause. *The City Below the Hill* fut le résultat de ses efforts. Le livre d'Ames incluait les résultats d'une vaste enquête, par porte à porte, conduite dans un grand quartier ouvrier au pied du mont Royal. Il fournissait des informations détaillées sur 38 000 personnes — ouvriers et leurs familles — au registre des conditions de vie, du revenu et de l'emploi. Ames avançait que trois facteurs principaux tenaient les travailleurs dans la pauvreté et les empêchaient d'améliorer les conditions misérables, ou pénibles, de la «ville au pied de la montagne»: les bas salaires, des emplois saisonniers ou temporaires et l'intempérance. Ames n'était pas un «social

19. M. Valverde, *The Age of Light, Soap and Water*, Toronto, McClelland and Stewart, 1991, p. 193.

gospeller» radical comme Woodsworth. Au contraire, il était conservateur et élitiste. Son but n'était pas de transformer fondamentalement l'ordre social, mais de le stabiliser afin d'améliorer le sort des plus démunis et d'embellir la ville — tout cela à l'intérieur des paramètres du système. Sa stratégie réformiste comportait deux facettes. La première consistait en un mélange de développement urbain, de travail humanitaire et de travail social. L'autre consistait en une «charité» qui ne nuisait pas à l'entreprise privée. De manière plus précise, Ames a tenté de laver Montréal de ses taudis en encourageant des individus riches et philanthropes à investir dans la construction de maisons abordables pour la classe ouvrière — ce qu'il appelait «philanthropy and five percent».

Je ne veux pas laisser l'impression que le «social gospel» et les autres mouvements de réforme urbaine et rurale ont eu un grand impact sur la sociologie universitaire, du moins en ce qui concerne l'étude des inégalités de classes. Quelques exceptions mises à part, les calendriers universitaires, avant les années 1960, ne mentionnent pas spécifiquement les termes «classe», «stratification» et «inégalité sociale». Les classes sociales, quand elles sont analysées, le sont obliquement. C'est le chômage, ce sont les taudis qui ont servi de «succédanés» empiriques au terme «classe sociale». Qui plus est, on observe un faible intérêt pour la dimension théorique de l'étude des classes sociales. Cela s'explique par le fait que les intérêts des «social gospellers» — qu'ils aient travaillé à l'intérieur ou à l'extérieur de l'université — étaient pratiques et réformistes plutôt qu'académiques. Avant 1925, l'objectif de l'enseignement universitaire de la sociologie de type «social gospel» était de persuader les étudiants et d'aider les chrétiens à bâtir un monde meilleur. Pour les «social gospellers», les inégalités de classes représentaient un obstacle de taille à la réalisation de leur projet. C'est dans le but de mieux comprendre l'étendue et les conséquences de telles inégalités qu'ils firent des classes sociales l'objet d'une analyse sociologique empirique. Mais, pour eux, la théorisation, en soi et pour soi, ne constituant pas un enjeu, leurs travaux étaient théoriquement dépourvus d'un point de vue sociologique moderne. Mais, en prêtant une certaine attention aux inégalités de classes, ils étayaient leur exhortation morale en faveur d'une réforme progressive du capitalisme et de sa structure de classes sur une quantité considérable de données empiriques — cueillies en particulier dans des enquêtes sur les quartiers urbains — sur la pauvreté et ses effets sociaux.

Autres voix: les réformistes, les journalistes et l'Église catholique

Durant cette période, les partisans du «social gospel» n'étaient certes pas seuls à défendre la nécessité de réformes sociales et à s'intéresser à la recherche sociologique. D'autres universitaires s'intéressaient aux classes et à la pauvreté (ainsi qu'à d'autres problèmes qui leur étaient liés) sans adopter pour autant l'orientation du «social gospel». Par exemple, des philosophes sociaux, formés en Europe, tels Robert MacIver et E. J. Urwick, lesquels dirigèrent le Département de science politique de l'Université de Toronto (respectivement, en 1922-1927 et en 1928-1937), s'intéressaient aux problèmes sociaux et aux réformes sociales à partir d'une perspective différente de celle du «social gospel» — sans compter divers niveaux de bureaucraties gouvernementales, des journalistes, des travailleurs sociaux ainsi que plusieurs membres des groupes de réforme urbaine. Certains entreprirent des recherches empiriques qui prirent souvent la forme d'une enquête sociale du type de celles mises de l'avant par les «social gospellers». Par exemple, entre 1914 et 1918, le Toronto Bureau of Municipal Research continua l'enquête sociale sur les centres urbains et les petites villes commencées par les baptistes et les méthodistes en 1913-1914²⁰. Autre exemple, une étude ciblée sur les difficultés de la vie rurale a été conduite par le révérend C. W. Gordon, en 1909²¹.

Le journalisme «radical», illustré par des écrivains tels Gustavus Myers et Colin McKay, constitue un autre foyer de recherche sociologique. Myers était un journaliste marxiste. En 1914, il écrivit *A History of Canadian Wealth*, une cinglante mise en accusation de l'histoire canadienne qui interprétait certains événements, comme la construction du Canadian Pacific Railway, comme le résultat d'une dynamique de classes. McKay était un activiste ouvrier, organisateur syndical et journaliste. Entre 1897 et 1939, il a utilisé une approche marxo-spencérienne pour décrire en profondeur les injustices générées par un ordre capitaliste et industriel en plein essor au Canada, en particulier celles créées dans les relations de travail. McKay est un parfait exemple du genre de sociologie pratiquée à l'époque en dehors des murs de l'université, lui dont les travaux ont été jusqu'à récemment ignorés par ceux qui écrivaient l'histoire de la discipline²².

20. R. Allen, *op. cit.*, p. 40.

21. R. Connor, [pseud. C. W. Gordon], *The Foreigner in Canada*, Toronto, Westminster, 1909.

22. Voir I. McKay (dir.), *For a Working-Class Culture in Canada*, St. John's, Newfoundland, Canadian Committee on Labour History, 1996.

Je dois mentionner aussi la contribution de l'Église catholique. Avec la publication de *Rerum Novarum* en 1891, l'Église catholique s'est inquiétée des problèmes d'inégalité de classes et d'injustice sociale sous un régime capitaliste. Dans un mouvement semblable à celui du «social gospel», les universités catholiques (St. Francis Xavier) offrirent des cours en «sociologie» qui abordaient l'aspect sociologique de toute réforme sociale. En outre, les catholiques progressistes conduisirent, sous le parrainage de l'Église, plusieurs recherches sociales. Par exemple, en 1918, le Social Service Council of Saskatchewan, «sous l'autorité de l'archevêque catholique romain de Regina, [...] entreprit] une étude spéciale consacrée au travail et aux questions de classes²³».

2. 1925-1964: les premières études universitaires sur l'inégalité des classes (Dawson, Hughes, Clark et Marsh)

Carl Dawson: l'écologie humaine et l'étude des «modes de vie» dans les Prairies²⁴

Lorsqu'on quitte la période d'avant 1925 pour se tourner vers l'époque ouverte avec la fondation du premier département de sociologie à McGill, l'influence du «social gospel» n'est pas perdue. Carl A. Dawson était un ministre baptiste. Il s'initia au «social gospel» à l'Université Acadia, pendant ses études de premier cycle, ainsi qu'à l'Université de Chicago, où il compléta un doctorat en sociologie. Cela dit, il faut immédiatement enchaîner en rappelant que les liens de Dawson avec le «social gospel» furent bien moins importants que ceux qu'il entretenait avec l'écologie humaine. Il fut étudiant de Robert Park à l'Université de Chicago et c'est spontanément qu'il se tourna vers le programme qu'il avait suivi à Chicago quand vint le temps d'établir un département de sociologie à McGill.

Les travaux de Dawson et de ses étudiants sur l'immigration, l'assimilation, la colonisation de l'Ouest et certains aspects de la vie urbaine à Montréal sont bien connus. Ce qui n'est pas autant reconnu, c'est que l'approche de l'écologie humaine proposée par Dawson, influencé par

23. R. Allen, *op. cit.*, p. 65.

24. La discussion dans cette section est basée sur R. Helmes-Hayes, «Images of Inequality: Class in Early Canadian Sociology, 1922-1965», thèse de Ph. D. inédite, Université de Toronto, 1985, p. 83-88, p. 290-413. Pour une étude plus approfondie de la vie et l'œuvre de Dawson, voir M. Shore, *The Science of Social Redemption*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1987.

Park, contient une appréciation théorique de la question des classes sociales.

Selon Park (et Dawson), la réalité sociale est composée de deux ordres reliés: «un ordre écologique d'interactions symbiotiques non voulues» («ecological order of unwilled symbiotic interaction») et «un ordre moral de significations conscientes et d'institutions voulues» («moral order of conscious meaning and willed institutions»)²⁵. La société est un tout organique formé par un certain nombre de sous-systèmes qui sont, à leur tour, composés par des «unités» sociales de différents types (individus, groupes, villes, etc.). Chaque unité est engagée dans une lutte avec toutes les autres pour s'établir dans une écosphère particulière. La lutte suit, selon Park, quatre phases: la compétition, le conflit, «l'accommodation» et l'assimilation — le ci-nommé «cycle d'interaction». Cette approche est clairement spencérienne — fonctionnaliste et inspirée par le «darwinisme social». Dans les sociétés humaines, la hiérarchie est le résultat d'une lutte pour l'existence, naturelle et inévitable, décidée sur la base d'une capacité adaptative. Toutefois, Park s'intéressait également au rôle de la culture. Il a emprunté à Simmel l'idée d'une soi-disant «réciprocité des relations de commandement et de subordination». Selon Park, si la société forme une «géométrie sociale» complexe (les institutions et les personnes étant, dans un espace géographique et social, distribuées physiquement et hiérarchiquement selon leur capacité adaptative et leur utilité sociale), les critères de valeur sociale étaient, quant à eux, négociés plutôt qu'imposés par l'entremise de quelque dominance biologique ou économique. En effet, aux yeux de Dawson et Park, les relations de dominance (par exemple, celles créées par les classes sociales) devenaient ultimement des relations «d'accommodation» réciproques et consensuelles. Le résultat de ce processus de filtrage et de triage à plusieurs niveaux était un système d'inégalité rationnel, naturel, juste et fonctionnel: ce système non seulement reflétait l'écart entre les mérites et les besoins des membres, mais il satisfaisait les besoins de la «Cité» et de la «Société» en «leadership» et en accomplissement de tâches.

Dawson, à l'instar de Park, a utilisé cette approche plus ou moins implicitement. Son intérêt pour les classes est fortuit. Son but était d'abord de documenter les schémas d'interaction ethnique et de décrire les différents degrés de succès remportés par les groupes ethniques dans leur tentative pour s'adapter à la vie dans les Prairies canadiennes. Cependant,

25. F. Matthews, *Quest for an American Sociology*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1977, p. 133.

les classes étaient si clairement un facteur — et un indicateur — des degrés respectifs de succès des groupes étudiés, dans leur tentative d'adaptation, que les contours de la structure de classe s'en trouvaient implicitement révélés. Par exemple, dans les trois ouvrages consacrés aux frontières de la colonisation, Dawson décrit les modes de vie comme des expressions des classes sociales dans les Prairies canadiennes. Dans *The Settlement of the Peace River Country* (1934), par exemple, il présente les résultats d'une enquête détaillée sur les «modes de vie» de 313 familles rurales. Les informations sur les «dépenses des familles fermières» (son *mandat* de revenu) révélaient ainsi l'existence d'un ratio de 98 pour 1 de haut en bas de la hiérarchie de classe. Les informations en ce qui concerne les dépenses pour la nourriture et les soins de santé, de même que pour la qualité du logement, l'accès aux écoles, etc., révélaient des écarts de classes qui trahissaient, en retour, de grandes différences dans la qualité de vie. Il mettait même en évidence certaines différences de statut et de pouvoir²⁶. En bref, dans ses travaux sur les Prairies canadiennes (et sur Montréal), Dawson, aidé de ses étudiants diplômés, a abordé davantage la question des inégalités de classes qu'on ne l'admet généralement à l'intérieur de la discipline. Pourtant, alors que ces travaux méritent certes notre attention, il faut convenir que ni Dawson ni ses étudiants ne concentrèrent leur regard sur ce champ d'étude aussi directement, ou du moins avec la même intensité, que le fit au même moment un autre professeur de McGill, Everett Hughes.

*Everett Hughes: l'écologie humaine, les classes et la dépendance*²⁷

Everett Hughes, un Américain, fut lui aussi un étudiant de Park à l'Université de Chicago. Il obtint un poste à McGill en 1927 et y demeura onze ans. À McGill, il établit des liens avec les sociologues canadiens-français de l'Université Laval. Après son retour à Chicago, en 1938, ces liens restèrent étroits, et ce, pendant plus de trois décennies. Il est probablement le seul sociologue canadien de langue anglaise qui soit aussi

26. C. Dawson [avec la collaboration de R. W. Murchie], *op. cit.*; voir aussi C. Dawson, *Group Settlement*, Toronto, Macmillan, 1936 et C. Dawson et E. Younge, *Pioneering in the Prairie Provinces*, Toronto, Macmillan, 1940.

27. Cette section est basée sur R. Helmes-Hayes, «Everett Hughes: Theorist of the Second Chicago School», *International Journal of Politics, Culture and Society*, vol. 11, n° 4, 1998, p. 621-673 et R. Helmes-Hayes, «The Concept of Social Class: The Contribution of Everett Hughes», *Journal of the History of the Behavioral Sciences*, vol. 36, n° 2, 2000, p. 127-147.

connu des sociologues canadiens-français que des sociologues canadiens-anglais.

Comme Dawson et Park, Hughes a montré un vif intérêt pour les préoccupations de «l'École de Chicago» (ethnologie, ethnicité, la ville, etc.). Toutefois, contrairement à ceux-ci, il a aussi exprimé un intérêt direct pour les classes et les relations entre les classes.

Son ouvrage, *French Canada in Transition* (1943), constitue une monographie, dans le style de ce qui se faisait alors à Chicago, de Cantonville (en réalité Drummondville), une petite ville québécoise industrialisée par le capital britannique et américain dans les années 1920 et 1930. L'ouvrage se concentre, de manière détaillée, sur l'interaction dynamique entre l'ethnicité, les classes et le pouvoir (il est révélateur que, dans un mouvement bien en avance sur la sociologie de son temps, Hughes ait voulu rendre compte de l'industrialisation de Drummondville et des structures de classes en utilisant une modèle qui préfigure en quelque sorte la «théorie de la dépendance» («dependency theory»). Hughes considérait les classes comme une clef explicative et une variable analytique. Aussi, sa description des structures de classes et des relations de classes à Drummondville couvre-t-elle large. Dans *French Canada in Transition*, Hughes présentait un portrait global des schémas reliés d'inégalité de classes (et d'inégalité ethnique) dans la ville.

L'approche théorique suivie dans ce livre n'est pas évidente. Certaines parties du livre furent d'abord publiées ailleurs et incluses dans le volume de manière seulement implicite. Le cadre théorique faisait converger une écologie humaine quelque peu modifiée, des éléments du fonctionnalisme anthropologique et, dans l'analyse de l'industrialisation du Québec, une anticipation de la «théorie de la dépendance». Selon Hughes, la population québécoise francophone constituait une «minorité nationale et territoriale», coincée dans une position subordonnée dans la «division ethnique du travail» et soumise au pouvoir des capitalistes étrangers, lesquels possédaient et contrôlaient la majorité des moyens de production industrielle dans la province.

La description des structures de classes s'appuyait en premier lieu sur une description des schémas de l'emploi industriel et non industriel à Drummondville. Les occupations traditionnelles, non industrielles, étaient le domaine exclusif de la population locale francophone. Tel n'était pas le cas des occupations industrielles. Par exemple, dans une manufacture de textile, propriété d'entrepreneurs britanniques, laquelle manufacture employait plus de la moitié des travailleurs industriels de Drummondville,

85% des employés étaient canadiens-français et 80% environ de ceux-ci travaillaient comme simples manœuvres. Des spécialistes venus d'Angleterre occupaient tous les postes de gestion et la plupart des positions qui requéraient une expertise technique. Hughes faisait référence à ce phénomène en parlant de «division ethnique du travail». Il soutenait que cette relation constituait le trait remarquable de l'emploi industriel, non seulement à Drummondville, mais à travers toute la province.

La «hiérarchie de prestige» de Drummondville était, elle aussi, divisée selon des clivages ethniques. De fait, elle était en grande partie dérivée des positions de classe, telles qu'elles étaient indiquées par l'occupation et la possession de capital²⁸. Hughes a produit un classement, famille par famille, des unités familiales les plus en vue de la communauté — anglophones et francophones — et a fait un classement sommaire des autres; il notait que le seul métissage ethnique avait lieu au sommet, entre les membres des associations bénévoles et des groupes d'intérêts de la ville. Une coterie de gens bien établis contrôlait deux de ces plus puissantes et plus prestigieuses organisations (la Chambre de Commerce et l'Association canadienne des manufacturiers (ACM)). Ces gens bien établis se servaient de leur poids économique et de leur influence politique pour contrôler la ville. Les francophones occupaient les postes politiques — aucun Anglais ne s'est jamais présenté à la mairie ou comme échevin — mais, puisque la plupart des élus venaient de vieilles et riches familles, établies dans les affaires ou pratiquant les professions libérales, les Anglais avaient peu à craindre de celles-ci. Les Anglais, en particulier ceux qui contrôlaient l'ACM, avaient, implicitement, grâce à leur pouvoir économique, un poids politique considérable, dont ils pouvaient user pour influencer les élus canadiens-français.

La perspective théorique générale au foyer de cette analyse était une version, «taillée sur mesure» par Hughes, de l'écologie humaine:

28. E. Hughes ne présenta pas d'information au sujet de la propriété des moyens de production à Drummondville, mais deux études faites sous sa supervision (S. Jamieson, «French and English in the Institutional Structure of Montreal: A Study of the Social and Economic Division of Labour», thèse présentée pour l'obtention du diplôme de maîtrise, Montréal, Université McGill, 1938; W. Roy, «The French-English Division of Labour in the Province of Quebec», thèse présentée pour l'obtention du diplôme de maîtrise, Montréal, Université McGill, 1935) et une étude menée conjointement avec M. MacDonald («French and English in the Economic Structure of Montreal», *Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. 7, n° 4, 1941, 493-505) montrent que, à Montréal, la plupart des moyens de production étaient entre les mains des capitalistes américains et britanniques. Ceux-ci possédaient aussi les grandes manufactures situées à Drummondville.

«l'écologie interprétative institutionnelle» («interpretative institutional ecology»)²⁹. Quoique Hughes soit mieux connu comme sociologue interprétatif, intéressé d'abord par les questions de micro et meso-sociologie (définition de la situation, carrières, actions, rôles, etc.), il fut aussi un écologiste intrigué par les facteurs macrosociologiques et les processus généraux qui affectent, dans les espaces physiques et sociaux, la distribution des populations et des institutions. Mais, au contraire de la plupart des écologistes, il était tourmenté par la question de l'industrialisation, du colonialisme, du pouvoir, des classes sociales.

La théorie des classes sociales — qui compose un aspect de «l'écologie interprétative institutionnelle» de Hughes — comportait deux volets: l'un microsociologique, l'autre macrosociologique. Ce dernier volet était particulièrement nouveau, du moins dans la tradition de l'École de Chicago. Il ajoutait à l'écologie humaine un chapitre sur la division technique du travail (la structure occupationnelle) et la possession des ressources productives (incluant la propriété étrangère et la dépendance économique). Après McKenzie, Hughes affirmait que les groupes luttant pour leur survie dans une niche écologique réussissaient ou échouaient, tout dépendant des ressources économiques dont ils disposaient et, plus spécifiquement, tout dépendant de leur contrôle sur ce qu'il appelait des institutions économiques de «base». L'activité économique élémentaire de toute communauté (industrie, commerce, agriculture) déterminait son caractère général et, subséquemment, sa structure de classes et les relations de classes qui s'y développaient. Avec les changements dans l'activité économique élémentaire de la communauté (à savoir, le passage de l'agriculture et du commerce à l'industrie), une nouvelle classe (ou une fraction de classe) assumait un contrôle économique (à savoir, le passage de classes commerciales et agricoles à des classes industrielles) qui s'appuyait sur sa possession des ressources productives de base. Les innovations de Hughes orientèrent l'étude des classes sociales. *Primo*, à l'évidence, le groupe qui possédait ou avait le contrôle des activités économiques de base de la communauté s'identifiait *de facto* à la classe dominante. *Secundo*, la place d'un individu dans la structure de classe était désormais déterminée par:

- 1) l'occupation;
- 2) la relation aux ressources productives de la société (propriété ou non-propriété du capital). Le statut était important en soi, mais il demeurait

29. Voir R. Helmes-Hayes, «Everett Hughes...», *op. cit.*

très dépendant de la position de classe. Le pouvoir pouvait provenir de plusieurs sources non économiques, mais il restait, en règle générale, intimement lié lui aussi à la position de classe.

Dans *French Canada in Transition*, Hughes faisait remarquer que, dans les petites villes rurales du Québec, il existait un groupe sélect de familles «seigneuriales», d'affaires ou professionnelles, qui occupaient les plus hautes «positions» (classes) dans la société. Le statut était alors directement lié à la position de classe. Cependant, quand l'industrialisation prit son essor (ainsi qu'à Drummondville, où le capital britannique construisit un important moulin textile), la division technique du travail devint plus complexe. C'est ainsi qu'en parallèle, une deuxième classification des occupations industrielles et des statuts s'est développée. Éventuellement, les besoins du moulin et des industries connexes prirent le dessus sur les activités traditionnelles agricoles, commerciales, industrielles et professionnelles, en tant qu'activités économiques de «base» de la ville. On assista à un passage de même nature dans les structures de classes, de pouvoir et de statut. Cette analyse, Hughes ne l'a pas arrêtée aux frontières de la ville, mais il l'a fait déboucher sur le débat alors chaud de la domination économique (par le biais de la division ethnique du travail, la propriété étrangère, le colonialisme et la dépendance) dans la province de Québec — et en dehors du pays.

Son approche favorisait, pour la compréhension théorique de la société québécoise et des bouleversements de son économie, un double déplacement. D'abord, elle consacrait un *passage de la culture au pouvoir économique*. Selon les explications «culturalistes» de la subordination des Canadiens français, explications alors très populaires, les Québécois choisissaient les emplois «traditionnels», ceux situés en bas de l'échelle, en raison du degré de leur attachement aux valeurs culturelles traditionnelles. Dans l'esprit de Hughes, une telle explication embrouillait les choses autant qu'elle aidait à les clarifier. L'explication qu'il a proposée décrivait plutôt les Québécois comme une minorité territoriale et nationale engagée dans une lutte sans grands succès pour la maîtrise de ses propres ressources économiques. Ils étaient souvent piégés dans des positions subordonnées de la «division ethnique du travail» parce que les étrangers de langue anglaise contrôlaient les ressources productives de la province.

Le passage, souligné par Hughes, de la culture aux relations économiques de pouvoir, était renforcé par un deuxième déplacement. Tout comme McKenzie, Hughes affirmait que l'économie locale et les

développements culturels pouvaient seulement être compris si on les replaçait dans le contexte plus large, national et international, de l'économie et de la culture. Toutefois, alors que MacKenzie se braquait sur la domination métropolitaine, Hughes décrivait plutôt le Québec dans un état de dépendance coloniale par rapport au capital britannique et américain. À ses yeux, le Québec représentait une instance d'un plus large processus «d'expansion coloniale» qui prenait racines à l'extérieur de la province. Selon lui: «La révolution industrielle du Québec est survenue tardivement, sous la forme d'une série de changements introduits par des agents culturellement étrangers; le Québec francophone fut, en somme, un avant-poste du monde capitaliste et industriel plutôt qu'un centre dominant³⁰.» Selon Hughes, la structure de classes au Québec — à Drummondville, à Montréal et à travers la province — exprimait un tel changement. Son analyse de la société québécoise soulignait du fait même la réalité de la structure de classes et des relations de classes. En outre, elle s'engageait sur les voies d'une théorie de la dépendance pour rendre compte du développement économique de la province³¹.

Un mot avant d'en terminer avec Dawson et Hughes. L'écologie humaine a constitué le courant dominant de la sociologie américaine pendant un tiers de siècle — jusqu'à la fin des années 1930 aux États-Unis, et plus tard au Canada. Parmi les approches qui la supplantèrent, il faut souligner la tradition populaire des «études des statuts de certaines communautés («community status») et des relations de pouvoir» («power relations»), tradition qui deviendra célèbre dans les années 1930, 1940 et 1950, grâce à W. Lloyd Warner³² ou Robert et Helen Lynd³³. Au Canada, il n'existe pas d'équivalent à ces recherches; à peine existe-t-il quelques études dispersées écrites à partir de différentes orientations théoriques et

30. E. Hughes, *French Canada in Transition*, Chicago, Chicago University Press, 1943, p. 211.

31. Voir J.-M. Chapoulie, «Everett Hughes and the Chicago Tradition» (trad. H. Becker), *Sociological Theory*, vol. 14, n° 1, 1996, p. 3-29; M. Fournier, «Everett C. Hughes et L'École de Chicago», dans *L'entrée dans la modernité*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1986; P. Garigue, «French Canada: A Case Study in Sociological Analysis», *Canadian Review of sociology and Anthropology*, vol. 1, n° 4, 1964, p. 186-192 et N. Laurin-Frenette, «The Sociology of Social Classes», *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 26, n° 3, 1989, p. 457-484.

32. W. Warner et P. Lunt, *The Social Life of a Modern Community*, New Haven, Yale University Press, 1941; W. Warner and P. Lunt, *The Status System of a Modern Community*, New Haven, Yale University Press, 1942.

33. R. et H. Lynd, *Middletown*, New York, Harcourt, Brace, 1929; et *Middletown in Transition*, New York, Harcourt, Brace, 1937.

chacune accordant une attention très variable au phénomène des classes sociales. Les classes sociales représentent uniquement une catégorie centrale de description et d'analyse dans l'ouvrage *Crestwood Heights*, une étude d'un quartier bourgeois de Toronto, ainsi que, plus indirectement, dans les études d'Aileen Ross³⁴ consacrées à juger de l'influence des classes sociales sur la philanthropie. Aussi, *French Canada in Transition* forme-t-il une exception. Cet ouvrage constitue une contribution majeure à un des champs caractéristiques de la sociologie américaine des années 1930-1955. C'est probablement la seule étude canadienne de cette période qui démontre un intérêt aussi important, aussi direct et aussi détaillé pour la question de l'inégalité sociale entre différentes *communautés*.

*S. D. Clark: l'égalitarisme sur la frontière de colonisation («Pioneer Frontier»)*³⁵

«Del» Clark est né en Alberta en 1910. Il est un pionnier de la sociologie canadienne de langue anglaise. Embauché en 1938, il devint un pilier du Département de sociologie de l'Université de Toronto pendant plus de trois décennies³⁶. Historien de formation, et, quoiqu'il fût sa maîtrise en sociologie à McGill, il a été marginalement influencé par les préoccupations, les théories et les méthodes de l'écologie humaine. Son esprit était d'abord celui d'un sociohistorien travaillant dans la tradition des produits de base de son mentor, Harold Adams Innis, probablement le praticien des sciences sociales le plus influent du Canada durant la période 1930-1952. Clark était en particulier habité par la question de la frontière de colonisation canadienne et, plus spécifiquement, par les conséquences sociales du développement économique dans les frontières où étaient exploités les produits de base. C'est cet intérêt qui l'a amené à contribuer à l'étude des classes sociales.

Ses descriptions des cinq types de sociétés-frontières dans *The Developing Canadian Community* (1968) illustrent bien cet intérêt. Quoique les conditions dans ces frontières d'exploitation étaient primitives, chacune

34. Voir, par exemple, A. Ross, «Organized Philanthropy in an Urban Community», *Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. 18, n° 4, 1952, p. 474-486.

35. Cette section est basée sur R. Helmes-Hayes, «The Image of Inequality in S. D. Clark's Writings on Pioneer Canadian Society», *Canadian Journal of Sociology*, vol. 13, n° 3, 1988, p. 211-233.

36. Pour une vue détaillée de la vie et de l'œuvre de Clark, consulter D. Harrison, *The Limits of Liberalism*, Montréal, Black Rose, 1981 et H. Hiller, *Society and Change*, Toronto, Toronto University Press, 1982.

avait une division technique du travail relativement élaborée et une hiérarchie sociale basée sur une variété de facteurs liés à la structure d'occupation. Dans son chapitre, «The Farming-Fur Trade Society of New France», par exemple, Clark mentionne vingt occupations (marchand, coureur des bois, soldats) et utilise plusieurs caractéristiques (propriété du sol, richesse, influence politique) pour les hiérarchiser. La distance à partir du sommet jusqu'à la base de la hiérarchie de classes est considérable; il y avait un véritable fossé entre la richesse, le pouvoir et le statut du Gouverneur et de l'évêque, à un bout, et la «pauvreté» et la «dépendance sociale» des «destitués», à l'autre bout³⁷. Plus généralement, Clark décrivait des individus qui se situaient au long d'un continuum relié de richesse, de pouvoir, de statut, etc. Quand de vastes organisations centralisées, telle la Compagnie de la Baie d'Hudson, dominaient l'activité économique, la frontière prenait ce que Clark appelait une forme «fermée». Dans de tels moments, les hiérarchies économiques, politiques et sociales devenaient institutionnalisées et persistantes; un petit groupe de personnes (appelé diversement classes, oligarchies, etc.) parvenait alors à dominer les plus hauts sommets de la société. Avec le rétablissement des conditions de frontière «ouverte» (une conséquence, d'habitude, de changements dans l'activité économique), de nouvelles sources de pouvoir, de richesse et de prestige émergeaient, ce qui précipitait une décomposition des élites anciennes. Pendant de telles périodes de changement économique ou d'agitation religieuse et politique, la primauté de l'individu, avec ses caractéristiques personnelles, était réétablie et une forme plus méritocratique de l'organisation socio-économique était réinstituée.

Pour comprendre théoriquement ce processus lié aux classes sociales, Clark emploie une variante de l'égalitarisme de la frontière («frontier egalitarianism»). Cet égalitarisme est dérivé du «paradigme de la frontière» développé, en 1894, par l'historien américain F. J. Turner³⁸. Ce dernier déclarait que les caractéristiques putatives de la société américaine — individualisme, compétition, méritocratie, démocratie, égalitarisme — découlaient, personnellement et «sociétalement», des conditions de vie primitives, typiques de la frontière Ouest des États-Unis. Bien que Clark

37. S. D. Clark, «The Farming — For Trade South of New France», dans S. D. Clark, *The Developing Canadian Community*, Toronto, Toronto University Press, 1968, p. 20-40.

38. F. J. Turner, «The Significance of the Frontier in American History» dans R. Billington (dir.), *Frontier and Section*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1961, p. 37-62 [orig. 1894].

l'ait emprunté directement à Turner, sa version était davantage qu'une simple reproduction de l'originale. Sa volonté d'étendre les préoccupations d'Innis en direction d'une analyse des conséquences sociales de l'exploitation des ressources de base lui est venue de Turner à travers ses lectures d'Arthur Lower et de A. S. Morton. Mais c'est bien le paradigme de la frontière développé par Turner qui repose, chez Clark, au cœur de l'égalitarisme de la frontière et constitue la pièce centrale de sa théorie des classes sociales. Selon Clark, l'émigration vers une région géographique (habituellement, mais point toujours) inhabitée, afin d'en exploiter les ressources naturelles, avait un effet démocratique et niveleur sur la population. Les colonies de frontières n'avaient pas de structure de classes; parmi les familles de colons, il n'existait que de modestes écarts de fortune et de faibles différences dans les styles de vie. En outre, l'égalité des chances prévaut dans ces colonies: c'est l'initiative, le talent et la compétitivité d'un individu qui déterminaient son style de vie et sa situation. Ce degré élevé d'égalité des chances et des conditions de succès favorisait naturellement l'adoption de valeurs individualistes, libérales et égalitaires. Comme Dawson et Hughes, les travaux de Clark contiennent donc les éléments d'une analyse de l'inégalité de classes. Il est facile de comprendre pourquoi les historiens de la sociologie canadienne ont pu ignorer les contributions de ces sociologues (exceptée celle de Hughes), dans la mesure où leur analyse des classes était «cachée» derrière l'analyse d'autres phénomènes (par exemple, les relations ethniques, la colonisation). En outre (sauf, encore une fois, Hughes), ils ont utilisé des outils théoriques — l'écologie humaine, le paradigme de la frontière — qui ne correspondent plus à nos standards contemporains.

Toutefois, de pareilles explications ne peuvent rendre compte du silence qui s'est trop longtemps fait autour de *Canadians In and Out of Work*, une étude classique de la structure de classes canadienne, écrite par Leonard Marsh en 1940.

*Leonard Marsh: l'approche fabienne*³⁹

Leonard Marsh est né à Londres en 1906. Au Canada, il est mieux connu comme l'auteur du très important *Report on Social Security for*

39. Cette section est basée sur R. Helmes-Hayes et D. Wilcox-Magill, «A Neglected Classic: Leonard Marsh's *Canadians In and Out of Work*», *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 30, n° 1, 1994, p. 83-109.

*Canada*⁴⁰, rapport qui établissait les fondations — et les balises — du développement de l'État-providence canadien. Cette contribution a jeté de l'ombre sur une autre réalisation majeure de Marsh. Car c'est bien Marsh, et non John Porter, qui, avec la publication de *Canadians In and Out of Work*, en 1940, a su fournir la première description d'ensemble de la structure de classes canadienne⁴¹.

Avant de s'établir au Canada, Marsh avait étudié au London School of Economics and Political Science (LSE). Quoiqu'il fût officiellement diplômé en économie, sa formation était éclectique. Son orientation intellectuelle mêlait à des éléments fabiens (une forme britannique de socialisme nonmarxiste et de sciences sociales empiriques) les idées de L. T. Hobhouse, de T. H. Marshall, de R. H. Tawney et de J. M. Keynes. Il continua à donner des cours au LSE et travailla au *The New Survey of London Life and Labour* (1930)⁴². Il vint s'établir au Canada en 1930 afin de prendre la direction du *Social Science Research Project* de McGill⁴³. C'est dans le cadre de son travail pour le *Social Science Research Project* — et, dans une certaine mesure, dans la foulée de sa participation à l'écriture du *Social Planning for Canada* (1935)⁴⁴, publié par la League for Social Reconstruction — qu'est né *Canadians In and Out of Work*.

Les membres de la League for Social Reconstruction regroupaient des universitaires sociaux-démocrates et des militants politiques. Plusieurs étaient d'orientation fabienne et avaient été engagés, en 1932, dans la fondation de la Cooperative Commonwealth Federation. Leur analyse ne comportait qu'une description sommaire de la structure de classes canadienne — les premières pages du chapitre 1 de *Social Planning for Canada* abordaient la distribution des revenus, donnaient des informations sur la taxation, dégageaient des chiffres sur les niveaux de vie, etc. Il n'en reste pas moins que les classes, en particulier au sens de la propriété du capital, formaient tout au long du volume une variable clé pour la

40. L. Marsh, *Social Security for Canada*, nouvelle édition avec une introduction de L. Marsh, Toronto, Toronto University Press, 1975 [orig. 1943].

41. L. Marsh, *Canadians In and Out of Work*, Toronto et Montréal, Oxford University Press et McGill University Press, 1940.

42. H. L. Smith, *New Survey of London Life and Labour*, vol. 1, Londres, P. S. King and Son, 1930.

43. Sur le McGill Social Science Research Project, voir D. Wilcox-Magill et R. Helmes-Hayes, «Leonard Charles Marsh, A Canadian Social References», *Journal of Canadian Studies*, vol. 21, n° 2, 1986, p. 49-66 et M. Shore, *The Science of Social Redemption*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1987.

44. Research Committee of the League For Social Reconstruction, *Social Planning for Canada*, Toronto, Toronto University Press, 1935.

description et l'analyse de la situation canadienne. De même, leur appel pour une réorganisation radicale de la politique et de l'économie canadiennes sur des bases plus sociales-démocrates était clairement motivé par leur opinion que le mode de production capitaliste et la structure de classes fomentaient, au Canada, toute une série de troubles sociaux qui nécessitaient un examen attentif.

La sensibilité de Marsh pour le thème des classes sociales s'était affinée alors qu'il était étudiant au LSE. Elle fut renforcée pendant sa collaboration, sous la direction de H. Llewellyn Smith, au *New Survey of London Life and Labour*. Elle fut de nouveau renforcée par sa participation, à McGill, au *Social Science Research Project*, une entreprise de recherche subventionnée par la Rockefeller Fondation qui se concentrait, dans une large mesure, sur le problème, rendu énorme avec la Grande Dépression de 1929, du chômage au Canada.

Il semble évident, à lire le sous-titre de son livre («A Survey of Economic Classes and Their Relations to the Labour Market»), que Marsh aspirait, dès le départ, à découvrir les contours de la structure des classes canadienne. Il avait compris que les «niveaux vocationnels» («vocational levels»), catégories de base de son analyse, ne désignaient pas la même chose que les «classes sociales», mais il affirmait que les deux étaient intimement liés et que les données du recensement de 1931 étaient suffisamment précises pour lui permettre de dégager à grands traits les caractéristiques de la structure de classes canadienne. Il définira plus tard son livre comme une «anticipation de [...] *The Vertical Mosaic*»; il le jugera, tout autant que ce dernier ouvrage, «un livre précurseur [...] la première présentation globale des différences de revenu, d'emploi et d'éducation — en fait la structure de classes — mise en forme quantitativement pour le Canada⁴⁵».

Sans être un doctrinaire de l'idéologie fabienne, Marsh fut influencé par ce courant de pensée et lui emprunta en partie sa conceptualisation des classes sociales. La conception fabienne de la structure de classes se divisait en trois parties:

- 1) une économie politique formelle des relations de classes basée sur la théorie de David Ricardo du loyer de la terre⁴⁶ et de la théorie de

45. L. Marsh, «Untitled», essai autobiographique, exemplaire de la collection privée de D. Magill, p. 13 et 3, respectivement.

46. D. Ricardo, *Principles of Political Economy and Taxation*, 3^e édition, Harmondsworth, Penguin, 1971 orig. [1821].

l'utilité marginale de la valeur («marginal utility theory of value») de William Jevons⁴⁷;

- 2) une description empirique des classes sociales comme groupes distributifs («distributive groupings») qui partageaient des statuts, des niveaux de vie et des chances de réussite semblables; et
- 3) une conception politique des classes sociales qui en faisaient, essentiellement, des non-révolutionnaires de changement social; le changement inévitable, pour être bénéfique, devait être lent, paisible et dirigé d'en haut par de sages et généreux politiciens, bureaucrates et praticiens des sciences sociales. C'est cette théorie des classes sociales, quelque peu implicite et sous-développée, qui repose au fond de l'analyse de Marsh.

Canadians In and Out of Work est divisé en quatre sections. La première section, «The Working Population», dégageait la structure d'occupations par niveau de «spécialisation» et selon le «statut». Marsh déclarait que les centaines d'occupations remplies par les Canadiens en 1930 pouvaient être divisées en douze catégories, classées à partir de «propriétaires-administrateurs» au sommet jusqu'à «travailleur non spécialisé» à la base (deux catégories parallèles créées pour les «travailleurs agricoles» s'ajoutaient à la liste). Ces douze classes étaient définies à partir de plusieurs critères: notamment le statut, la spécialisation, la responsabilité et les conditions de travail. La deuxième section, «Economic Differentials», commençait par examiner les diverses occupations par région. Marsh dégageait ensuite la «base ethnique» de la population canadienne, utilisant même le terme «Canadian mosaic» pour décrire les recoupements entre les inégalités de classes et les inégalités ethniques au Canada. Anticipant Porter, Marsh affirmait que les «différences économiques» au Canada représentaient au moins un aussi grand obstacle à la réussite sociale que les différences «racio-culturelles»; plus encore, il déclarait que le Canada était un endroit où les «frontières entre les classes s'étaient durcies et où la mobilité avait décliné». L'analyse incluait aussi une description de la distribution occupationnelle par groupe ethnique. Elle se concluait, fait capital, avec une présentation de 35 pages de la «distribution du revenu» au Canada, laquelle présentation révélait l'existence d'une structure de classes clairement définie. La troisième section de l'ouvrage, tournant principalement autour de la question du chômage, ajoutait une

47. W. Jevons, *The Theory of Political Economy*, Harmondsworth, Penguin, 1970 [orig. 1871].

dimension historique à l'analyse sociologique. Dans cette section, Marsh dégageait non seulement les changements qui avaient eu lieu dans la structure occupationnelle canadienne (d'abord durant la période de croissance économique de 1921-1928 et, ensuite, durant la période de crise de 1928-1937), mais il décrivait aussi les taux différenciés de chômage par catégorie de statut occupationnel et discutait, brièvement, de possibles moyens d'assistance. La quatrième section, «The Wider Outlines», commençait avec un chapitre clé sur les «classes sociales»; elle amorçait ensuite une discussion sur le «recrutement occupationnel» et certaines considérations politiques.

Les chapitres sur la distribution du revenu et les classes sociales sont, dans le cadre de cet essai, les plus dignes de mention. Dans le chapitre sur la distribution du revenu, Marsh mentionnait, ainsi que le fera Porter un quart de siècle plus tard, que le «Canadien moyen» ne connaissait pas une aussi grande aisance que la sagesse populaire lui attribuait généralement. Seulement un peu plus de la moitié (55%) des familles non agricoles pouvaient se maintenir au-dessus du seuil de la pauvreté grâce aux «revenus du seul soutien de famille» qu'était l'homme salarié. Seul le revenu supplémentaire gagné par les autres membres de la famille leur permettait de ne pas sombrer au-dessous du niveau de subsistance. Les familles agricoles, lesquelles constituaient alors un tiers de la population, n'étaient guère mieux nanties. Sur la base d'informations datant d'avant la Grande Dépression (1929), lesquelles sous-estimaient substantiellement les difficultés auxquelles faisaient face les fermiers en 1931, Marsh découvrait que «près de la moitié des fermiers [au Canada] avaient un revenu insuffisant pour un niveau de vie raisonnable». En effet, au moins 20% n'avaient «aucune certitude d'un simple revenu de subsistance».

Dans le chapitre sur les classes sociales, Marsh passait en revue un grand nombre de facteurs qui, de son avis, déterminaient les différences et les frontières entre les classes. Employant plusieurs critères (incluant «les standards cautionnés d'infériorité et de supériorité», «les facteurs économiques et légaux», «les habitudes de vie», «les niveaux de vie», «le genre d'éducation», «le prestige», etc.), Marsh tentait de démontrer, selon un type d'argument d'inspiration wébérienne, que les classes sociales, au Canada, comportaient deux aspects. D'une part, elles étaient des groupements économiques objectifs — des sections de la communauté sujettes à certaines conditions économiques. D'autre part, elles étaient des communautés de statut, au sens que Weber prête à ce terme.

En conclusion de cette analyse, Marsh regroupait les Canadiens en quatre grandes «classes sociales, au sens le plus large», à savoir les «riches», la «classe moyenne», les «classes ouvrières» et les «classes agricoles». Parmi la classe riche, un petit groupe de familles spécialement riches exerçait «une influence sociale et économique», de même qu'un «pouvoir [...] dans les sphères de production et de finance, de droit et de politique, d'économie et de régulation sociale» sans commune mesure avec sa taille. La classe moyenne n'était pas étendue. À se fier sur le revenu et le «niveau de vie», seulement un quart des familles canadiennes environ pouvait y être classé. Les «classes ouvrières» (approximativement 40%) et les «classes agricoles» (approximativement 30%) étaient, de loin, les deux classes les plus importantes au Canada.

Canadians In and Out of Work constitue une contribution majeure à l'étude empirique de la structure de classes au Canada. Ce livre mérite une reconnaissance plus grande de la part des historiens de la sociologie canadienne. Cette contribution méthodologique importante a permis d'éloigner l'analyse des classes de l'approche américaine, davantage concentrée sur le classement des statuts au niveau des communautés, fondé sur une évaluation subjective des résidants, et de la rapprocher d'une analyse objective et quantitative des données pertinentes aux modèles nationaux de structure de classes (occupation, revenu, possibilité d'accès à l'éducation). À cet égard, la contribution de Marsh anticipe, d'un quart de siècle, les travaux de Porter. Contrairement à *The Vertical Mosaic*, il manquait à *Canadians In and Out of Work* d'entamer une discussion détaillée sur le rôle et la place des élites et du pouvoir au Canada. Il lui manquait aussi d'entreprendre une critique de la dynamique entre classes et pouvoir, laquelle dynamique fait justement l'objet de la seconde partie de *The Vertical Mosaic*. Néanmoins, pour son temps, et en ce qui concerne l'étude des classes sociales dans la sociologie canadienne de langue anglaise, *Canadians In and Out of Work* constitue un remarquable pas en avant. Cet ouvrage mériterait d'être mieux connu.

3. John Porter et *The Vertical Mosaic* (1965)

Ce ne fut pas avant la fin des années 1950 et le début des années 1960, avec l'essor des universités canadiennes en général et des départements de sociologie en particulier, que l'étude des classes sociales commença vraiment à se développer. Deux indicateurs indiquent bien le sens de ce changement. Le plus important fut la publication de *The Vertical Mosaic*

en 1965, sans oublier la série d'articles qui en ont constitué des présages. L'autre indicateur fut la publication, en 1958, de l'article de Bernard Blishen, «The Construction and Use of an Occupational Class Scale⁴⁸».

L'échelle de Blishen utilisait deux mesures — le niveau moyen d'éducation et le revenu moyen — afin de créer une donnée combinée, donnée qu'il a ensuite utilisée pour classer 343 occupations dans 7 catégories hiérarchisées. On observe une forte corrélation entre la hiérarchie obtenue en utilisant cette méthode et les hiérarchies obtenues par la méthode de classification subjective des degrés de prestige («subjective prestige rankings») utilisée par Hodge, Siegel et Rossi⁴⁹ dans leur célèbre étude sur le prestige occupationnel («occupational prestige») aux États-Unis. L'article de Blishen marque une étape importante parce que sa mesure du prestige occupationnel est assez semblable à celle de l'approche en termes de stratification, une approche qui dominera plus tard la sociologie libérale.

À cette époque, l'étude des classes sociales connut d'autres développements notables sous l'impulsion de divers praticiens des sciences sociales (par exemple Frank et Libby Park en économie; Stanley Ryerson en histoire; H. Clare Pentland en histoire économique; C. B. Macpherson en théorie politique)⁵⁰. Cependant, à ce moment, le courant sociologique dominant utilisait ses propres approches et s'appuyait sur des travaux influents; par conséquent, la plupart des sociologues montraient en général peu d'attention à ce qui se faisait en dehors de leur discipline.

The Vertical Mosaic décrit la structure de classes et, dans une mesure moindre, les dynamiques de classes et de pouvoir au Canada. Les chiffres recueillis par Porter ébranlèrent le mythe populaire d'une société canadienne relativement égalitaire et sans classes. En effet, ils révélaient l'existence de disparités énormes, entre les riches et les pauvres, en termes de richesse, de revenu, de style de vie, de niveau d'occupation et de niveau d'éducation. Alors que la majorité des Canadiens avait un niveau de vie raisonnablement élevé quand il était mesuré en fonction de la possession d'appareils ménagers électriques, d'automobiles, etc., à peine 10% de la

48. B. Blishen, «The Construction and Use of an Occupational Class Scale», *Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. 24, n° 4, 1958, p. 519-531.

49. W. Hodge, P. Siegel et P. Rossi, «Occupational Prestige in the United States, 1925-1963», *American Journal of Sociology*, vol. 70, n° 3, 1964, p. 286-302.

50. F. Park et L. Park, *The Anatomy of Big Business*, Toronto, James Lorimer and Samuel, 1962; S. Ryerson, *The Founding of Canada*, Toronto, Progress, 1960; H. C. Pentland, *Labour and Capital in Canada, 1650-1860*, 1981; C. B. Macpherson, *The Real World of Democracy*, Toronto, CBC, 1965.

population pouvait s'offrir le soi-disant «style de vie de la classe moyenne» qui était associé, par les médias de masse, à la «famille canadienne typique». En fait, plus de 50% des familles gagnait moins de la moitié du revenu suffisant pour se permettre un tel style de vie. Qui plus est, en raison des bouleversements économiques, environ 25% de la force de travail en était venu à avoir «des statuts occupationnels diminués». Ces travailleurs (comme les travailleurs canadiens en général) avaient de bas niveaux d'éducation et plusieurs d'entre eux avaient de piètres perspectives d'avenir.

L'inégalité de classes était directement liée à l'inégalité ethnique. Mis à part les autochtones, le Canada était constitué par deux groupes fondateurs («Charter groups», selon la terminologie de Porter) — les Français et les Anglais. Ces derniers occupaient une position nettement avantageuse par rapport au nombre et à leurs positions de classe. Une immigration sporadique, mais massive, tout au long du XX^e siècle, avait rendu certes plus complexe la hiérarchie ethnique et la structure de classes au début des années 1960. Mais les groupes anglo-saxons et les groupes de l'Europe du Nord occupaient toujours le sommet, alors que les Orientaux, les minorités visibles et les autochtones demeuraient en bas de l'échelle sociale, avec les Européens du Sud et de l'Est quelque part entre les deux. Bien que quelques émigrés aient réussi à s'affranchir de leur statut d'immigrant, le Canada demeurait une «mosaïque verticale» de groupes ethniques classés selon une hiérarchie relativement rigide, peu importe si cette hiérarchie était définie en termes de classes, de prestige, d'éducation ou d'occupation. En d'autres mots, dans les termes de Porter, quand le sociologue s'attardait à la structure occupationnelle, force lui était de constater que «l'assimilation structurelle» des groupes non anglo-saxons avait été limitée.

S'inspirant, et reproduisant en partie, des études similaires menées en Angleterre et, en particulier, aux États-Unis, Porter a tenté de mettre au jour les inégalités par une analyse de stratification sociale, assez courante à l'époque. La théorie des classes sociales de Porter, à l'instar de sa théorie du pouvoir, était éclectique. Elle puisait à la fois à l'approche en termes de stratification sociale mise de l'avant par Max Weber, à la théorie des élites et au fonctionnalisme. L'entrée du Canada dans une phase de développement économique et social «post-capitaliste» lui semblait une donnée centrale pour élaborer à la fois une théorie du pouvoir et une théorie des classes sociales. La bureaucratisation du travail, les changements dans la structure occupationnelle et la «révolution managériale» avaient contribué à l'évanouissement du capitalisme du XIX^e siècle décrit par Marx. La nature

des classes et du pouvoir avait été modifiée de façon commensurable. Les classes comme groupes «réels» n'existaient plus. Les classes étaient désormais conçues comme des catégories complexes, multidimensionnelles et changeantes c'est-à-dire comme des agrégats statistiques et des catégories nominales. C'est ainsi que Porter, alors même qu'il était profondément conscient de leur signification, en venait à ignorer la réalité «vivante» des classes sociales.

Porter a aussi adopté une conception du pouvoir très proche du courant sociologique dominant. Suivant l'approche consensuelle et fonctionnaliste, alors très populaire aux États-Unis, il déclarait que le pouvoir faisait partie des ressources généralisées d'un système et que ce système servait à créer un ordre et à accomplir certaines tâches ou certains buts sociétaux. Définissant le pouvoir comme le «droit reconnu de prendre des décisions concrètes au nom d'un groupe de gens», il déclarait que ce pouvoir tirait sa nécessité d'un «besoin général d'ordre». Cela ne voulait pas dire que le pouvoir était partagé équitablement; bien au contraire, il était exercé par des «élites» qui occupaient des «postes de commande» au sommet des sous-systèmes formant le «système social total». Il existait cinq élites centrales: économiques, politiques, bureaucratiques, idéologiques et ouvrières.

L'élite économique était la plus importante et la plus puissante. Neuf cent quatre-vingt-cinq individus occupaient des postes de direction clés dans les 170 plus grandes corporations au pays. Avant d'examiner l'élite économique, cependant, Porter a analysé la structure globale de l'économie canadienne dans les années 1950, stratégie qu'il a adoptée pour chacune des élites. Ainsi, il fournissait aux Canadiens davantage qu'un simple «regard» sur les classes sociales et sur le pouvoir dans leur pays. Il leur fournissait une véritable macrosociologie capable d'examiner la structure institutionnelle de la société dans son ensemble.

Son analyse révélait que le groupe qui exerçait le pouvoir dans la société canadienne, vers 1960, était relativement restreint et (en dehors de l'élite ouvrière) très homogène socialement. Presque tous étaient blancs et mâles, en vaste majorité de classes bourgeoises et d'origine anglo-saxonne, éduqués dans des écoles secondaires privées et des universités prestigieuses, et membres de clubs sociaux très sélects. Quelques-uns étaient unis par des liens de parenté, et le recrutement se faisait souvent dans les rangs relativement fermés de certaines familles et classes. L'élite économique était à cet égard exemplaire de la théorie de Porter. Plus de 80% des membres de l'élite économique venait de milieu aisé ou de classe

moyenne; un sur trois avait hérité de leur position ou l'avait obtenue par des contacts familiaux. Seulement 8% était des «self-made men». Plus de la moitié avait réussi socialement grâce à une carrière en science, en ingénierie, en finance ou en droit. Ils affichaient aussi des caractéristiques sociales homogènes. Près de 100% étaient mâles, 90% étaient d'origine britannique et seulement 7% d'origine «canadienne-française» à une époque où ces groupes représentaient, respectivement, 44% et 30% de la population. Pareillement, plus de 60% était protestant et seulement 10% catholique romain à une époque où 44% de la population était protestante et 43% catholique. Les 100 premiers membres de l'élite économique accentuaient encore plus ces tendances que le groupe pris en bloc. Deux observations concluaient cette analyse de l'élite économique.

- 1) Ils avaient plus de liens de parenté et d'autres liens sociaux que n'importe quelle autre élite.
- 2) En conséquence d'expériences communes de socialisation à travers les écoles privées, l'adhésion à des clubs sélects et la fréquence de leurs interactions dans une variété de lieux, corporatifs et autres, ils partageaient une même vision du monde au sujet de la place importante et privilégiée des entreprises corporatives au Canada.

Bien sûr, l'élite économique était aussi liée aux autres élites. L'élite idéologique était peut-être la plus importante d'entre elles. Les médias de masse ne constituaient pas seulement, en soi, une «grosse affaire commerciale» (chaînes de journaux, corporations radiophoniques et télévisuelles), mais ils représentaient aussi un outil puissant pour exprimer les opinions politiques, économiques et sociales des sociétés privées. Non seulement les gens appartenant aux élites économiques et médiatiques étaient-ils liés par des liens de parenté mais, dans une certaine mesure, l'appartenance à une élite indiquait souvent l'appartenance à l'autre. Étant donné que les corporations de médias de masse étaient des entreprises profitables, certains propriétaires étaient aussi membres de la classe supérieure canadienne — soit en vertu de leur seule richesse soit parce qu'ils possédaient d'autres investissements dans d'autres types d'entreprises. Au Canada anglais, le secteur de masse médias reposait, pour beaucoup, entre les mains d'un petit nombre de familles — davantage qu'au Canada français. Cette concentration de la propriété, écrivait Porter, plaçait ces familles «dans une position susceptible de faire pénétrer leur idéologie dans la société tout entière», et ce, de manière à ce que cette

idéologie soit «associée au bien commun». Les deux autres éléments de l'élite idéologique — un clergé haut placé et une intelligentsia largement universitaire — étaient de loin moins importants et puissants, quoiqu'ils contribuaient, eux aussi, à une opinion publique et à un climat intellectuel généralement conservateurs au Canada anglais tout autant qu'au Canada français. Au Canada anglais, les deux éléments tendaient à venir des milieux «WASP» et des classes supérieures ou moyennes; ils tendaient aussi à partager les autres caractéristiques sociales de l'élite économique.

L'élite politique canadienne était pareillement conservatrice, disait Porter, quoique seulement environ 25% de ses membres venait de la classe supérieure. La vaste majorité de ceux-ci était recrutée dans les cercles de la classe moyenne (selon les critères de l'éducation universitaire et de l'occupation) et avait fait le saut en politique à partir de la pratique d'une profession, en particulier le droit. Ils partageaient par ailleurs une origine «WASP». De manière intéressante, il existait peu de recoupement direct entre les élites économique et politique, ce qui avait amené Porter à conclure que l'élite politique canadienne était non seulement relativement faible, mais aussi relativement autonome par rapport à l'élite économique. Cela l'avait aussi amené à rejeter une interprétation marxiste de ses découvertes.

L'élite bureaucratique — les niveaux les plus élevés de la bureaucratie fédérale — n'était, comme l'élite politique, ni directement dominée par l'élite économique ni très liée à elle. En fait, comme l'élite politique, elle constituait, de l'opinion de Porter, un «système de pouvoir relativement autonome». Cependant, l'élite bureaucratique ne constituait pas plus que l'élite politique une entrave à l'activité de l'élite économique. La plupart des membres de l'élite bureaucratique venaient des milieux «WASP» et de la classe moyenne. De plus, la tâche de la bureaucratie fédérale étant d'appliquer les directives du gouvernement fédéral, et ces politiques étant généralement conçues pour stimuler l'économie, l'élite bureaucratique prenait rarement conscience de son potentiel d'agir comme une force compensatoire contingente dans la société canadienne. En effet, Porter déclarait qu'il existait tant de liens étroits entre les élites économiques, politiques et bureaucratiques, qu'elles habitaient, dans la société canadienne, «une région sombre du pouvoir» et constituaient une «petite clique du pouvoir».

L'élite ouvrière était, de loin, la moins importante et la moins puissante (elle comprenait les syndicats ouvriers). Une très large proportion des membres de celle-ci (85%) venait des rangs inférieurs de la structure de

classes et était beaucoup moins susceptibles que les autres élites d'avoir une éducation universitaire. De plus, ils étaient plus hétérogènes en termes d'origine nationale, religieuse et ethnique, et ils étaient tous déconnectés des mondes sociaux des autres élites.

La conception de la dynamique du pouvoir élaborée par Porter se fondait sur la notion des «élites plurielles». Elle était beaucoup plus sophistiquée que sa conception des dynamiques de classes. Porter s'appuyait fortement sur la théorie classique des élites, sur les travaux de Weber consacrés à la question de la rationalisation et de la bureaucratisation, sur les travaux d'Aron consacrés à la question du pouvoir, sur le fonctionnalisme et sur une conception libérale de la nature humaine. Suivant Aron, il déclarait que le Canada était une société typiquement «occidentale» (plutôt que «totalitaire» ou «soviétique»)⁵¹. Dans une telle société, les élites, bien que représentant davantage que de simples «classes statistiques», ne formaient ni une «classe dirigeante» (dans un sens marxiste) ni une élite du pouvoir («power elite», dans le sens de C. Wright Mills⁵²). Plutôt, les élites dérivait leur pouvoir de leurs sous-systèmes institutionnels respectifs, et utilisaient leur pouvoir à l'intérieur de ceux-ci. Occasionnellement, elles brimaient les prérogatives des autres élites, mais aucune élite n'a jamais tenté de dominer les autres. En fait, elles constituaient un groupe relativement «collégial» qui partageait une série de valeurs et opérait à l'intérieur d'une «confrérie du pouvoir». Un tel équilibre permettait la réalisation des objectifs des sous-systèmes et des systèmes totaux.

Un dernier point crucial: les élites, disait Porter, n'étaient pas vraiment responsables devant le grand public. Cela voulait dès lors dire que le Canada n'était pas une démocratie, ou sinon dans un sens purement légal et formel. C'était en fait les élites, en constante surveillance les unes les autres, qui servaient de «contre-pouvoirs», avec pour résultat la réalisation d'un fragile «équilibre des compromis».

Selon Porter, les systèmes de classes et de pouvoir, dans la mesure où ils se recoupent, doivent être discutés et compris ensemble. Cela découle du fait que la richesse est liée à la possession ou au contrôle des corporations dominantes. L'adhésion à l'élite économique permet d'être accepté dans d'autres élites et, ainsi, d'occuper le sommet d'autres sous-

51. R. Aron, «Social Structure and Ruling Class I», *British Journal of Sociology*, vol. 1, n° 1, 1950, p. 1-16; et R. Aron, «Social Structure and Ruling Class II», *British Journal of Sociology*, vol 1, n° 2, 1950, p. 126-141.

52. C. Wright Mills, *The Power Elite*, New York, Oxford University Press, 1956.

systèmes institutionnels. Les structures de classes et de pouvoir sont stables — quoiqu'il existe toujours, bien sûr, une mobilité possible. Pour Porter, la critique d'une telle situation était essentiellement libérale. Elle consistait à dire que le «pouvoir» serait toujours exercé par une minorité, mais qu'il était possible de séparer le pouvoir des privilèges de classes en usant d'un système éducationnel large, ouvert et méritocratique. Ainsi serait réalisée une plus grande égalité des chances pour toutes les classes (et les groupes ethniques, etc.). L'accès aux positions élitiques s'en trouverait ainsi accru. «Si le pouvoir et le processus de décision repose dans les groupes élitiques, écrivait Porter, il peut au moins exister un recrutement des élites dans toutes les classes.»

Conclusion

Un bref survol de certains textes publiés après *The Vertical Mosaic*

Le *magnum opus* de Porter aura profondément changé l'orientation de la sociologie canadienne de langue anglaise. En particulier, la nouvelle *image* du Canada⁵³ que ce livre a aidé à créer — le Canada en tant que mosaïque verticale de classes et de groupes ethniques — suscita un intérêt sans précédent pour le phénomène des classes sociales. Pendant une décennie et demie, des universitaires appartenant à diverses traditions théoriques, méthodologiques et politiques utilisèrent *The Vertical Mosaic* comme point de départ avant de se lancer dans un large éventail d'études sur la structure de classes au Canada.

Les sociologues libéraux se basèrent généralement sur les travaux de Porter. Ils adoptèrent les éléments de la sociologie dominante, européenne et américaine, de leur temps (*i.e.* la théorie de la «stratification» de Weber, le fonctionnalisme, la théorie postindustrielle et l'analyse d'enquêtes) pour mieux examiner les questions touchant au prestige occupationnel⁵⁴, la

53. R. Helmes-Hayes et J. Curtis, «Introduction», dans R. Helmes-Hayes et J. Curtis (dir.), *The Vertical Mosaic Revisited*, Toronto, Toronto University Press, 1998, p. 3-33.

54. Par exemple, B. Blishen, «A Revised Socio-economic Index for Occupations in Canada», *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 4, n° 1, 1967, p. 41-53; P. Pineo et J. Porter, «Occupational Prestige in Canada», *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 4, n° 1, 1967, p. 24-40; P. Pineo, J. Porter et H. McRoberts, «The 1971 Census and a Socio-economic Classification of Occupations», *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 14, n° 1, 1977, p. 91-102; P. Pineo, «Prestige and Mobility: the Two National Surveys», *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 18, n° 5, 1981, p. 615-626.

mobilité sociale⁵⁵, les inégalités en éducation⁵⁶, etc. Conséquence obligée de l'essor rapide du mouvement féministe et de la sociologie féministe (les deux actifs à l'intérieur et en dehors de l'université), les sociologues libéraux participèrent dans ces années au débat sur la place des femmes dans la société canadienne⁵⁷.

Les sociologues soi-disant «radicaux» ou «critiques» engagèrent l'étude des classes dans d'autres directions. Alors que la plupart reconnaissaient l'importance des travaux de Porter, ils rejetaient les postulats et l'appareil analytique de la sociologie libérale, préférant s'inspirer de la théorie des élites, du marxisme, de l'économie politique (canadienne ou «étrangère»), de la théorie sociale-démocrate et du féminisme. Ils tentèrent de développer une série d'approches radicales pouvant servir à l'analyse des classes et d'autres phénomènes reliés. De telles perspectives se rangeaient, soit dans la catégorie de l'approche radicale des «elite studies» privilégiée par certains étudiants de Porter⁵⁸, soit dans la catégorie des travaux marxistes⁵⁹, soit dans la catégorie de différents types de sociologie

55. M. Boyd *et al.*, *Ascription and Achievement*, Ottawa, Carleton University Press, 1985.

56. B. Blishen, «Social Class and Opportunity in Canada», *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 7, n° 2, 1970, p. 110-127; M. Porter, J. Porter et B. Blishen, *Does Money Matter?* Ottawa, Carleton University Press, 1977; J. Porter, M. Porter et B. Blishen, *Stations and Callings*, Toronto, Methuen, 1982.

57. M. Benston, «The Political Economy of Women's Liberation», *Monthly Review*, vol. 21, n° 4, 1969, p. 13-27. D. Smith, «Women's Perspective as a Radical Critique of Sociology», *Sociological Inquiry*, vol. 44, n° 1, 1974, p. 7-13; numéro spécial du *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, «Women in the Canadian Social Structure», vol. 12, n° 4, 1975; M. Stephenson, *Women in Canada*, Don Mills, General, 1977.

58. Wallace Clement, *The Canadian Corporate Elite*, Toronto, McClelland and Stewart, 1975; W. Clement, *Continental Corporate Power*, Toronto, McClelland and Stewart, 1977; D. Olsen, *The State Elite*, Toronto, McClelland and Stewart, 1980; M. Ornstein, «Three Decades of Elite Research in Canada: John Porter's Unfulfilled Legacy» dans R. Helmes-Hayes et J. Curtis (dir.), *op. cit.*, p. 145-179.

59. L. Panitch, «The Role and Nature of the Canadian State», dans L. Panitch (dir.), *The Canadian State*, Toronto, Toronto University Press, 1977, p. 3-27.

féministe non libérale⁶⁰, soit, enfin, dans la catégorie de ce qu'on appelait la «nouvelle économie politique⁶¹».

La «nouvelle économie politique» a constitué un développement particulièrement riche. Elle combinait des éléments du marxisme européen classique et de l'économie politique libérale avec une certaine «saveur théorique» canadienne. Parmi les influences nationales majeures, il faut compter W. A. Mackintosh, Donald Creighton et, par-dessus tout, Harold Innis. Parmi les «ancêtres» canadiens du marxisme, on retrouvait Stanley Ryerson, H. Clare Pentland et C. B. Macpherson. Les partisans sud-américains de la théorie de la dépendance ajoutaient encore plus de piquant au mélange. Un bon survol des origines, des intérêts, de la croissance et du développement de cette perspective jusqu'en 1985, reste l'essai de Patricia Marchak⁶². À l'instar de la sociologie libérale, la nouvelle économie politique eut le mérite de reconnaître l'importance de décrire et d'expliquer les interrelations entre les classes et le genre (de même qu'avec la race, l'ethnicité, la région, etc.). Les premières féministes «radicales» (*i.e.* non libérales) accusèrent les économistes politiques masculins d'être aussi aveuglés par «le courant mâle» et libéral dominant que les érudits libéraux. Le résultat fut le développement d'une économie politique féministe, laquelle non seulement amena sous le microscope de la sociologie de nouveaux objets tels le travail domestique, la ségrégation dans les marchés du travail, les politiques étatiques sexistes⁶³, etc., mais aussi réussit à forcer la révision radicale des cadres théoriques et des outils méthodologiques généralement utilisés par les économistes politiques «mâles». Il ne suffisait pas, disaient les féministes, d'appliquer aux femmes et à leurs expériences

60. Par exemple, M. Luxton, *More Than a Labour of Love*, Toronto, Women's Educational Press, 1980; M. Luxton, «Taking on the Double Day: Housewives as a Reserve Army of Labour», *Atlantis*, vol. 7, automne 1981, p. 12-22; M. Luxton, «Two Hands for the Clock: Changing Patterns in the Gendered Division of Labour in the Home», *Studies in Political Economy*, vol. 12, automne 1983, p. 27-44; P. Armstrong et H. Armstrong, «Beyond Sexless Class and Classless Sex: Towards Feminist Marxism», *Studies in Political Economy*, vol. 10, hiver 1983, p. 7-44.

61. D. Drache, «Rediscovering Canadian Political Economy», dans W. Clement and D. Drache (dir.), *A Practical Guide to Canadian Political Economy*, Toronto, James Lorimer, 1978, p. 1-45.

62. P. Marchak, «Canadian Political Economy» (Revue canadienne de sociologie et d'Anthropologie, vol. 22, n° 5, 1985, p. 673-709).

63. Voir P. Armstrong et H. Armstrong, *op. cit.*, p. 7-44; H. J. Maroney et M. Luxton (dir.), *Feminism and Political Economy*, Toronto, Methuen, 1987.

les techniques d'analyse qui avaient été d'abord conçues pour comprendre le mode de vie masculin⁶⁴.

Les nouveaux économistes politiques abordaient les classes de manière très différente de leurs prédécesseurs. Au lieu de se braquer sur les individus comme sur l'unité fondamentale de leur analyse, et au lieu de percevoir les classes comme des catégories purement distributives et nominales, basées sur des similarités en termes de revenu, de statut occupationnel, de style de vie, de mobilité, etc., les économistes politiques concevaient les classes comme de vrais groupes de gens dont les vies pouvaient être mieux comprises par une analyse des relations de propriété, en particulier des relations de production telles qu'elles s'articulaient dans une société capitaliste moderne. Ainsi, ils étaient moins préoccupés par les inégalités distributives qu'ils l'étaient par les relations d'exploitation et de domination. Étant donné que leur concept de classe était relationnel, leur analyse était plus historique et dynamique, moins statique et moins ponctuelle que la sociologie dominante. De plus, avec le temps, l'économie politique adopta une orientation de plus en plus comparative.

Maintenant que, des «social gossellers» aux sociologues qui ont «succédé» à Porter, nous avons parcouru un bout du long chemin de l'histoire des classes sociales, je voudrais terminer cet article en faisant trois constatations.

1. Les sociologues canadiens de langue anglaise ont été plus attentifs à la question de l'inégalité de classes qu'il est généralement entendu par les historiens. C'est une exagération sinon un mythe en soi que de présenter *The Vertical Mosaic* (et les articles qui y ont mené) comme l'ouverture d'un champ qui avait été jusque-là largement ignoré par les sociologues. Il est vrai que plusieurs des analyses entreprises par les premiers sociologues examinaient les classes sociales seulement indirectement, en tant qu'elles représentaient un aspect secondaire de quelques autres phénomènes sociaux (par exemple, l'industrialisation, l'immigration, l'assimilation des groupes ethniques, etc.). Quand ils se concentrèrent directement sur les classes sociales, l'analyse était

64. D. Smith, «Women, the Family and Corporate Capitalism», dans M. Stephenson (dir.), *op. cit.*, p. 14-49; D. Smith, «Women's Perspective as a Radical Critique of Sociology», *Sociological Inquiry*, vol. 44, n° 1, 1974, p. 7-13; D. Smith, «Women, Family and the Productive Process», dans J. Paul Grayson (dir.), *Introduction to Sociology*, Toronto, Gage, 1983, p. 312-344; D. Smith, *The Everyday World as Problematic*, Toronto, Toronto University Press, 1987.

souvent purement empirique ou seulement implicitement théorique. Cependant, comme le siècle avançait, les sociologues canadiens examinèrent les classes sociales de plus en plus directement. Ils en firent un foyer d'analyse en soi. Ils employèrent des méthodes empiriques plus spécialisées. Ils théoriserent les classes avec plus de soins. Les travaux de Hughes ne sont-ils pas la preuve? Il est vrai que c'est seulement avec la publication de *The Vertical Mosaic* que l'analyse des classes prit une tournure résolument moderne et une forme relativement «mature». Mais il est également indéniable que, longtemps avant les travaux de Porter, les universitaires, les activistes et les journalistes canadiens avaient tourné leur attention vers l'analyse des inégalités de classes.

2. Jusqu'à la fin des années 1960, sinon jusqu'au début des années 1970, les universitaires étudièrent le phénomène des classes sociales sans porter aucune attention aux connections entre classe et genre. Après 1970, cependant, et grâce en partie à *The Vertical Mosaic*, ce fut une histoire complètement différente. L'essor rapide des mouvements féministes et l'entrée massive des femmes à l'université, entre autres, contribuèrent à considérer la variable du «genre» «dans» et «avec» l'analyse de classes.
3. Depuis le commencement de la sociologie canadienne-anglaise, l'étude des classes sociales, dans ses variantes dominantes ou radicales, a été conduite en utilisant des théories et des techniques de recherche importées d'Angleterre et des États-Unis. Il importe de noter deux exceptions des développements théoriques et sociographiques réalisés autour de la théorie des produits de base d'Innis et le travail de Dorothy Smith. La nouvelle tradition de l'économie politique, enracinée dans une perspective proprement canadienne, et plus tard aiguillonnée et enrichie par le féminisme, a eu une influence très stimulante et bénéfique sur l'études des classes sociales au Canada. Cette influence n'a pas faibli depuis trois décennies.

Richard HELMES-HAYES
Département de sociologie
Université de Waterloo

Résumé

Il est communément admis que les sociologues canadiens ont généralement ignoré l'étude des classes sociales avant la publication de *The Vertical Mosaic*, en 1965. Cette idée est fausse. Entre 1895 et 1965, plusieurs sociologues canadiens ont contribué à l'étude des classes sociales. Cet essai examine trois traditions de l'analyse des classes sociales:

- 1) la tradition social-démocrate, représentée par les travaux des «social gossellers» radicaux et des Fabiens (la League for Social Reconstruction);
- 2) la tradition «marxiste», elle-même composée de deux sous-groupes:
a) des journalistes et des activistes ouvriers travaillant en dehors de l'université et b) des intellectuels rattachés à l'université;
- 3) la tradition «libérale».

Abstract

It is widely believed that Canadian sociologists generally ignored the study of social class prior to the publication of *The Vertical Mosaic* in 1965. This conception is false. There were several sociologists who, between 1895 and 1965, made contributions to the study of social class in Canadian sociology. The paper examines three traditions of 'class' analysis:

- 1) the «social democratic» tradition, represented by the work of radical social gossellers and Fabians (the League for Social Reconstruction);
- 2) the «Marxist» tradition, made up of two sub-groups: a) journalists and working class activists who worked outside the academy and b) university-based scholars;
- 3) the «liberal» tradition.

Resumen

Es admitido comúnmente que antes de la publicación de *The Vertical Mosaic* en 1965, los sociólogos canadienses han generalmente ignorado el estudio de las clases sociales. Esta idea es falsa. Entre 1895 y 1965, varios

sociólogos canadienses han contribuido al estudio de las clases sociales. Este ensayo examina tres tradiciones del análisis de las clases sociales:

- 1) la tradición social-demócrata, representada por los trabajos de «social gossellers» y de Fabiens (la League for Social Reconstruction);
- 2) la tradición «marxista», ella misma compuesta de dos subgrupos:
 - a) periodistas y activistas obreros trabajando afuera de la universidad; b)
 - intelectuales vinculados con la universidad;
- 3) la tradición «liberal».